



**Rapport financier semestriel
au 30 juin 2010**

GROUPE BERNARD LOISEAU

Sommaire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
<hr/>	
Etats financiers consolidés résumés	4
<hr/>	
Etat de situation financière	4
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5
Etat de variation des capitaux propres	6
Tableau des flux de trésorerie	7
Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels	8
<hr/>	
Préambule	8
Principes et méthodes comptables	8
Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture	10
Périmètre et méthode de consolidation	10
Répartition du capital social	10
Distribution des dividendes	11
Passifs éventuels	11
Caractère saisonnier des activités	11
Parties liées	11
Notes sur l'état de situation financière	11
Notes sur le résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16
Résultat par action	17
Dette financières	18
Engagements hors bilan	18
Rapport semestriel d'activité	19
<hr/>	
Résultats et situation financière du groupe	19
Perspectives pour l'année 2010	19
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010	20
<hr/>	

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 19 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saulieu, le 27 août 2010

Président du Conseil d'administration
Dominique Loiseau

A. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2010

Tous les montants sont exprimés en K€

I. Etat de situation financière

Actif en K€	30.06.2010	31.12.2009
Goodwill	1 340	1 340
Marques	638	638
Autres immobilisations incorporelles	28	30
Immobilisations corporelles	6 484	6 758
Participations dans des entreprises associées	0	0
Immobilisations financières	156	168
Actifs financiers disponibles à la vente	90	90
Impôts différés actifs et créance de carry back	298	300
Actifs non courants	9 034	9 324
Stocks et en-cours	482	465
Clients et comptes rattachés	161	175
Créance d'impôt exigible	-	56
Autres actifs courants	214	241
Trésorerie et équivalents	2 834	2 379
Actifs courants	3 691	3 316
Total de l'actif	12 725	12 640

Passif	30.06.2010	31.12.2009
Capital social	1 790	1 790
Primes d'émission	3 306	3 306
Réserves	5 081	5 529
Résultat de l'exercice	52	-438
Capitaux propres	10 229	10 187
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	610	666
Provisions à long terme	99	91
Impôts différés passifs	0	0
Autres passifs non courants	0	0
Passifs non courants	709	757
Emprunts et dettes financières à moins d'un 1 an	164	181
Fournisseurs et comptes rattachés	508	473
Dettes d'impôt courant	37	13
Autres passifs courants	1 078	1 029
Provisions à court terme	0	0
Passifs courants	1 787	1 696
Total Passif	12 725	12 640

II. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2010	30.06.2009	31.12.2009
	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	3 966	3 407	7 927
Achats consommés	-849	-805	-1 754
Marge brute	3 117	2 602	6 173
Autres produits de l'activité	-	-	-
Charges externes	-726	-781	-1 615
Impôts et taxes	-80	-129	-248
Charges de personnel	-1 866	-1 717	-4 172
Dotations aux amortissements	-337	-383	-762
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-10	-15	15
Autres charges d'exploitation	-2	-5	-33
Autres produits d'exploitation	2		
Résultat opérationnel courant	98	-428	-642
Dépréciation de l'écart d'acquisition	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	0	0	0
Résultat opérationnel	98	-428	-642
Produits de trésorerie et d'équivalents	5	13	15
Coût de l'endettement financier brut	-16	-8	-23
Coût de l'endettement financier net (produit)	-11	5	-8
Autres produits financiers			2
Autres charges financières			
Quote part dans le résultat des entreprises associées			-3
Résultat avant impôt	87	-423	-651
Charge/Produit d'impôt	-35	133	213
Résultat net	52	-290	-438
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	52	-290	-438
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation hors titres en autocontrôle	1 423 323	1 419 328	1 421 664
Résultat net par action (en euros)	0,04 €	-0,20 €	-0,31 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,04 €	-0,20 €	-0,31 €
Dividende ordinaire par action	0	0	0

(-) si charges et (+) si produits

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre d'actions en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (8 777 actions en moyenne sur les 6 derniers mois).

Au 30 juin 2010, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

III. Etat de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2008	1 790	3 306	-66	5 566		10 596
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			29			29
Dividendes						
Résultat net de l'exercice 2009				-438		-438
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				-438		-438
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 31/12/2009	1 790	3 306	-37	5 128		10 187
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			-10			-10
Dividendes						
Résultat net au 30/06/2010				52		52
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				52		52
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 30/06/2010	1 790	3 306	-47	5 180		10 229

IV. Tableau des flux de trésorerie en K€

	30.06.2010 6 mois	30.06.2009 6 mois	31.12.2009 12 mois
Résultat net consolidé	52	-290	-438
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	347	398	747
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
Autres produits et charges calculés			
Plus et moins value de cession			8
Profits et pertes de dilution			
Quote part dans le résultat des entreprises associées		0	3
Dividendes			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	399	108	320
Coût de l'endettement financier net	-11	5	5
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	35	-134	-213
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	423	-21	112
Impôt reçu/versé (B)	49	427	408
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	96	-59	-103
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D)=(A+B+C)	568	347	-417
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-72	-398	-687
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-2	-3	-105
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	15	6	4
Dividendes reçus			
Variation des prêts et avances consentis			
Subvention d'investissement reçue			
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-59	-395	-788
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres	-11	1	29
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Souscription d'emprunts			400
Remboursement d'emprunt	-53	-27	-79
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financements)	11	-5	-6
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-53	-31	344
Incidence des variations des cours de devises (G)			
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	456	-79	-27
Trésorerie d'ouverture	2 376	2 403	2 403
Trésorerie de clôture	2 832	2 324	2 376
Variation de trésorerie nette	456	-79	-27

V. Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

Préambule

Bernard Loiseau SA est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France.

Le siège social de la société mère Bernard Loiseau SA est situé au 2, rue d'Argentine, 21210- Saulieu.

Bernard Loiseau SA est cotée à la Bourse de Paris –Eurolist Compartiment C.

Les états financiers consolidés résumés semestriels ci-après reflètent la situation comptable de Bernard Loiseau et de ses filiales (ci-après « le Groupe ») ainsi que, le cas échéant, les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche.

Le Conseil d'administration a arrêté le 26 août 2010 les états financiers consolidés résumés semestriels au 30 juin 2010.

5.1. Principes et méthodes comptables

5.1.1 Présentation des états financiers :

Les états financiers semestriels résumés portant sur la période de 6 mois du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010 du groupe Bernard Loiseau ont été préparés en conformité avec :

- la norme internationale d'information financière IAS 34, relative à l'information intermédiaire,
- et les autres normes comptables internationales (constituées des IFRS, des IAS, de leurs amendements et de leurs interprétations) qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010 et qui sont disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

En application de la norme IAS 34, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers dits résumés. A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers du 31 décembre 2009.

Au cours de la période, le groupe a adopté les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2010, à savoir :

- IAS 27 révisée : norme IAS 27 révisée sur la consolidation des filiales suite au projet « business combinations phase II »,
- IAS 39 : amendements relatifs aux éléments éligibles à la couverture,
- IFRS 1 révisée : révision de la structure de la norme IFRS 1,
- IFRS 2 : amendements relatifs aux transactions cash-settled intra-groupe,
- IFRS 3 révisée : norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprise suite au projet « business combinations phase II »,
- Annual improvements : améliorations annuelles portées à différentes normes,
- IFRIC 12 : concessions de services publics,
- IFRIC 15 : accords pour la construction d'un bien immobilier,
- IFRIC 16 : couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger,
- IFRIC 17 : distribution en nature aux actionnaires,
- IFRIC 18 : comptabilisation des contributions reçues de clients sous la forme de transfert d'actifs.

Aucun de ces textes n'emporte de conséquences sur le résultat net et la position financière du groupe, ni sur la présentation des comptes et de l'information financière ; le groupe Bernard Loiseau n'étant pas concerné par le contenu et/ou les incidences de ces textes au 30 juin 2010.

Le groupe n'a par ailleurs pas anticipé de normes, d'amendements ou d'interprétations IFRIC dont l'application n'était pas obligatoire au 30 juin 2000, soit parce que ces textes n'avaient pas encore été adoptés en Europe, soit parce que le groupe n'a pas décidé de les appliquer par anticipation. Ces textes sont les suivants :

- IAS 24 révisée : révision de la norme sur les informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées,
- IAS 32 : amendement relatif au classement des droits de souscription émis,
- IFRS 1 : amendements relatifs aux exemptions additionnelles pour les premiers adoptants IFRS et concernant les informations à fournir au titre d'IFRS 7,
- IFRS 9 : norme relative aux instruments financiers devant progressivement remplacer les dispositions d'IAS 39,
- IFRIC 14 : amendements relatifs aux paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal,
- IFRIC 19 : extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

Le groupe n'est pas à ce stade concerné par ces textes ou n'anticipe pas d'incidences significatives sur les comptes des prochains exercices.

Information sectorielle :

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'Administration qui forme le principal organe de décision opérationnel du groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le groupe pour ses états financiers consolidés.

Les transactions inter-secteurs sont peu significatives, et les prix de transfert entre les secteurs sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et hypothèses sont réalisées à partir de l'expérience et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Néanmoins lors de la réalisation effective des événements, les montants définitifs peuvent différer des prévisions effectuées.

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations au 30 juin 2010 pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs au cours d'un exercice ultérieur concernent l'évaluation des Goodwill, des marques, des impôts différés et des provisions.

Lors de la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2010, et au regard du contexte récent de crise économique, les estimations relatives aux évaluations des marques et des goodwill ont été reconsidérées : les projections actualisées de flux de trésorerie d'exploitation utilisées dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009 ont notamment été examinées afin de s'assurer qu'elles étaient en phase avec les hypothèses budgétaires jugées les plus raisonnables et les plus probables par la direction. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2010.

Il est rappelé que la détermination de la valeur recouvrable des marques et des goodwill est sensible, en particulier, au taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation de flux de trésorerie futurs, aux estimations de cash-flows, ainsi qu'au niveau du taux de croissance retenu.

Il est par ailleurs précisé qu'il n'est constaté d'impôt différé actif sur les différences temporelles déductibles et les déficits reportables que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles et ces déficits reportables pourront être imputés sera disponible. L'horizon de temps retenu pour l'estimation des bénéfices futurs est au plus de 4 ans étant précisé qu'une revue des prévisions et hypothèses utilisées a été réalisée en août 2010.

Enfin, pour l'évaluation des provisions pour retraite, la valeur actuarielle de l'obligation et le coût des avantages postérieurs à l'emploi sont calculés à partir d'hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité, et taux de turnover). En raison du caractère long terme de ces éléments, l'incertitude liée à ces estimations peut être significative.

5.2 Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture

Durant la fermeture d'été du restaurant Tante Marguerite en août 2010, un dégât des eaux important, occasionné par un tiers, est intervenu. Le restaurant devrait de ce fait rester fermé de 3 à 4 mois. Les travaux de réfection en cours seront pris en charge, de même que la perte d'exploitation, par nos assurances.

5.3. Périmètre et méthode de consolidation

Aucune évolution de périmètre n'a été constatée depuis le 31 décembre 2009.

Toutes les sociétés du groupe au 30 juin 2010 sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Il est rappelé que la société Newcore, auparavant consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, a été sortie du périmètre de consolidation du groupe au 31 décembre 2009, les conditions de mise en équivalence n'étant en effet plus réunies à cette date compte tenu de l'absence de représentation de Bernard Loiseau dans les organes de direction de Newcore depuis la fin de l'année 2009 et de l'absence de ce fait de participation aux décisions stratégiques de la société.

Les titres non consolidés de la société Newcore sont inscrits au 30 juin 2010, de même qu'au 31 décembre 2009, sous la rubrique « actifs financiers disponibles à la vente ».

Ils sont évalués à leur juste valeur et les éventuelles variations de valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres, sauf lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente par rapport au coût d'acquisition historique, en raison d'une dégradation significative ou prolongée des flux de trésorerie attendus des actifs concernés. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est comptabilisée en résultat par le biais d'une dépréciation. Les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat lors de la dépréciation ou de la cession des actifs financiers disponibles à la vente.

De manière générale, la juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la juste valeur pour les titres non cotés, déterminés en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Pour les titres de participation qui ne sont pas cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, le groupe retient dans ce cas le coût d'entrée déduction faite de toute dépréciation éventuelle.

Aucune dépréciation, ni variation de valeur, n'a été constatée au 30 juin 2010 sur les actifs financiers disponibles à la vente.

5.4. Répartition du capital social

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales détenant au 30 juin 2010, directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers d'une part du capital social et d'autre part des droits de vote aux assemblées générales, à savoir :

Plus de la moitié : Dominique LOISEAU et succession 33, rue Gambetta - 21210 SAULIEU, soit 53% du capital et 68% des droits de vote.

Plus du dixième : Partnership Convictions 1, 10 rue du Colisée - 75008 PARIS soit 10% du capital et 6% des droits de vote.

Plus du dixième : Monsieur Marc Tournier, détient directement, et indirectement au travers des SCI CIPADE et PABIM, 10 % du capital et 6 % des droits de vote.

5.5. Distribution des dividendes

Aucune distribution de dividende n'a été votée au cours de l'Assemblée générale mixte du 20 mai 2010.

5.6. Passifs éventuels

Il n'existe pas de passifs éventuels.

5.7. Caractère saisonnier des activités

Les activités du groupe ne portent pas de caractère saisonnier significatif, étant précisé que l'établissement de Saulieu a fermé 5 semaines sur le 1^{er} semestre 2010 (4 semaines sur le 1^{er} semestre 2009).

5.8. Parties liées

Au titre de la période, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

5.9. Notes sur l'état de situation financière

5.9.1 Etat des Goodwill et de l'actif immobilisé

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Valeur brute fin d'exercice
Goodwill	1 340				1 340
Marques	638				638
Autres immobilisations incorporelles	70	1			71
Terrains	515				515
Constructions et agencements	11 025	8			11 033
Installations techniques, matériel et outillage.	2 622	32			2 654
Autres immobilisations corporelles	1 685	20			1 705
Immobilisations corporelles en cours et acomptes sur immobilisations					
Immobilisations corporelles	15 847	60			15 907
Participations dans des entreprises associées					
Autres participations					
Prêts et autres immobilisations financières	168	3	-15		156
Immobilisations financières	168	3	-15		156
Actifs disponibles à la vente	90				90
Total général	18 153	64	-15		18 202

5.9.2 Etat des amortissements

	Montant Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Montant Fin d'exercice
Goodwill					
Marques					
Autres immobilisations incorporelles	40	3			43
Immobilisations corporelles					
Constructions et agencements	6 035	203			6 238
Installations techniques, matériel et outillage	2 152	65			2 217
Autres immobilisations corporelles	902	66			968
Sous total	9 089	334			9 423
Total	9 129	337			9 466

5.9.3 Etat des provisions

	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions à long terme				
Provisions pour impôts				
Autres provisions	91	8		99
Total des provisions à long terme	91	8		99
Provisions à court terme				
Provision pour impôts				
Autres provisions				0
Total des provisions à court terme	0	0	0	0
Total général	91	8	0	99
Dont dotations, reprises et IS				
- d'opérationnel courant		8		
- d'opérationnel non courant				
- Charge d'impôt				

Les reprises des provisions sont toutes utilisées.

5.9.4 Goodwill et marques

Le poste Goodwill comprend :

En K€	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Goodwill « Chez Tante Louise »	585	-	585
Goodwill « SA Chez Marius »	455	-	455
Goodwill « SA Loiseau des Vignes »	300	-	300
Total	1 340	-	1 340

Les fonds de commerce issus de l'apport de la marque et du savoir faire de Bernard LOISEAU, dont le montant brut est de 638 K€, sont inscrits à l'actif de l'état de situation financière dans le poste « Marques ».

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2009 au titre de la norme IAS 36 n'ont pas conduit à constater de dépréciation sur les goodwill et marques inscrits à l'actif de l'état de situation financière.

Au 30 juin 2010, aucun indice de perte de valeur n'a été détecté sur ces postes.

5.9.5 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent uniquement les titres de participation non consolidés de la société Newcore.

5.9.6 Stocks et en cours

Ils se décomposent de la manière suivante :

	Au 30 juin 2010			31/12/2009
	brut	Dépréciation	net	Net
Liquides et solides	392	-	392	372
Marchandises	98	-8	90	93
Total	490	-8	482	465

5.9.7 Clients et comptes rattachés

	30/06/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés < 1 an	179	191
Clients et comptes rattachés > 1 an	-	-
Pertes de valeur	-18	- 16
Total	161	175

5.9.8 Autres actifs courants

	30/06/2010	31/12/2009
Personnel et comptes rattachés (1)	18	27
TVA	29	54
Avances et acomptes fournisseurs	9	11
Produits à recevoir des prestations de consulting	24	55
Charges constatées d'avance	133	87
Divers	1	7
Total	214	241

(1) Il s'agit principalement des indemnités à recevoir au titre des contrats aidés.

5.9.9 Trésorerie et équivalents

En K€	Nature	Valeur Historique au 30/06/2010	Valeur dans l'état de situation financière au 30/06/2010	Valeur du marché (Juste valeur au 30/06/2010)
Disponibilités	Comptes courants et compte à terme	1 266	1 266	1 266
SICAV monétaires	Placements monétaires	544	555	555
Placement Cardif	Placements monétaires	856	1 013	1 013
Trésorerie et équivalents à l'actif		2 666	2 834	2 834
Agios et découverts				-2
Trésorerie nette au tableau de flux				2 832

En K€	Nature	Valeur Historique au 31/12/2009	Valeur dans l'état de situation financière au 31/12/2009	Valeur du marché (Juste valeur au 31/12/2009)
Disponibilités	Comptes courants	610	610	610
SICAV monétaires	Placements monétaires	740	757	757
Placement Cardif	Placements monétaires	856	1 012	1 012
Trésorerie et équivalents à l'actif			2 379	2 379
Agios et découverts				-3
Trésorerie nette au tableau de flux				2 376

5.9.10 Autres passifs courants

	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009
Avances et acomptes clients	217	164
Personnel et organismes sociaux	809	822
TVA	26	26
Autres dettes fiscales et sociales	25	16
Autres dettes	1	1
Total	1 078	1 029

5.9.11 Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 432 100	1,25€
2. Actions /parts sociales émises pendant l'exercice		
3. Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice.		
4. Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 432 100	1,25€

Note : L'assemblée générale du 20 mai 2010 a autorisé le Conseil d'administration de BERNARD LOISEAU SA à acheter ou vendre des titres de la société. Celle-ci détient 8 385 actions en auto-contrôle au 30 juin 2010.

5.9.12 Information sectorielle relative à l'état de situation financière en K€:

En application de la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels du groupe Bernard Loiseau sont :

- Bourgogne :

- . Saulieu : Relais et Châteaux et exploitation de la marque Bernard Loiseau
 - Bernard Loiseau SA (Relais Bernard Loiseau) au 2 rue d'Argentine, 21210 Saulieu dont les deux activités principales sont la restauration et l'hôtellerie de luxe,
 - Bernard Loiseau Organisation SARL, au 4 rue d'Argentine à Saulieu qui a une activité de consulting culinaire.

.Beaune : Restaurant Loiseau des Vignes 31 Rue Maufoux 21200 Beaune, dont le fonds de commerce a été acquis en avril 2007 et dont l'activité a commencé mi-juillet 2007.

- Paris :

- Restaurant Tante Marguerite au 5 Rue de Bourgogne 75007 Paris
- Restaurant Tante Louise 41 Rue Boissy d'Anglas 75008 Paris

30 juin 2010	Bourgogne	Paris	Total au 30/06/2010
Goodwill	300	1 040	1 340
Marques	638	-	638
Immobilisations corporelles nettes	5 773	711	6 484
Stock et en cours	404	78	482
Trésorerie et équivalents	2 634	200	2 834
Actifs courants	3 341	350	3 691
Passifs non courants	411	298	709
Passifs courants	1 424	363	1 787

31 décembre 2009	Bourgogne	Paris	Total au 31/12/2009
Goodwill	300	1 040	1 340
Marques	638	0	638
Immobilisations corporelles nettes	6 010	748	6 758
Stock et en cours	389	76	465
Trésorerie et équivalents	2 205	174	2 379
Actifs courants	3 026	290	3 316
Passifs non courants	424	333	757
Passifs courants	1 335	361	1 696

5.10 Notes sur l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Tous les montants sont exprimés en K€.

5.10.1. Information sectorielle

30 juin 2010 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2010
Chiffre d'affaires	2 716	1 250	3 966
<i>Dont Restauration</i>	2 031	1 250	3 281
<i>Hôtellerie</i>	488		488
<i>Autres</i>	197		197
Résultat opérationnel	-67	165	98
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-80	132	52

30 juin 2009 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2009
Chiffre d'affaires	2 229	1 178	3 407
<i>Dont Restauration</i>	1 587	1 178	2 765
<i>Hôtellerie</i>	435	-	435
<i>Autres</i>	207	-	207
Résultat opérationnel	-556	127	-429
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-394	104	-290

5.10.3 Taxe professionnelle et contribution économique territoriale

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles cotisations:

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle taxe professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le groupe Bernard Loiseau comptabilisait la taxe professionnelle en charges opérationnelles.

Le groupe a conclu à ce stade que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles cotisations sont donc classées en 2010 en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

5.10.3 Impôts

a- Rationalisation de l'impôt

Résultat consolidé avant impôt	87
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat comptable avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	87
Taux de l'impôt	33.33 %
Impôt théorique	29
Différences permanentes	4
Autres	2
Impôt réel	35

b- Ventilation de la charge d'impôt:

Impôts exigibles	33 K€
Impôts différés	2 K€
Charge d'impôt	35 K€

Dont 35 K€ en résultat opérationnel courant.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable.

5.11. Résultat par action (en euros)

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre d'actions en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (8 777 actions en moyenne sur les 6 derniers mois).

Au 30 juin 2010, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	30/06/2010	30/06/2009
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation (hors titres en autocontrôle-moyenne)	1 423 323	1 419 328
Résultat opérationnel consolidé en K€	98	-428
Résultat net consolidé en K€	52	-290
Résultat opérationnel consolidé par action	0.07 €	-0.30 €
Résultat net consolidé par action	0.04 €	-0.20 €
Résultat net dilué par action en euros	0.04 €	-0.20 €

Rapprochement du nombre d'actions en circulation entre la clôture et le 30 juin 2010

	Au 01/01/2010	Variation	Au 30/06/2010
Nombre d'actions total en circulation hors actions auto-détenues	1 421 664	1 659	1 423 323

5.12 Dettes financières

En 2010, il n'y a pas eu de nouveaux engagements financiers au niveau du groupe.

Les trois emprunts qui sont en cours de remboursement sont :

- Un premier emprunt de 250 K€ contracté par la société SCI Du Maine en 2005, sur une durée de 15 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 3,55%, et dont le capital restant dû au 30/06/2010 est de 188 K€,
- Un deuxième emprunt de 300 K€ contracté par la société Loiseau des Vignes en 2007, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 3,75%, et dont le capital restant dû au 30/06/2010 est de 181 K€,
- Un troisième emprunt de 400 K€ contracté par la société Chez Tante Louise en 2009, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 4,61%, et dont le capital restant dû au 30/06/2010 est de 350 K€.

Ces trois emprunts ne sont pas assortis de covenants bancaires.

La quote-part des dettes financières à moins de 1 an est de 110 K€.

5-11 Engagements hors bilan

- Dettes garanties par des sûretés réelles

En K€	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	538
Total	538

- Nature des sûretés réelles consenties

En 2010, aucune nouvelle sûreté réelle n'a été consentie.

Au niveau de la SCI, un emprunt, dont le solde au 30 juin 2010, est de 188 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, a fait l'objet de prises d'hypothèques en 2005.

Au niveau de la SAS Chez Tante Louise, l'emprunt de 400 K€, dont le solde au 30 juin 2010 est de 350 K€, consenti par le Crédit Mutuel, a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce dudit restaurant.

Au niveau des autres sociétés du groupe Bernard Loiseau, les sûretés réelles données en garantie des emprunts ont été levées suite au remboursement de 2003. Seuls les nantissements sur fonds de commerce dont l'extinction est automatique après dix ans subsistent.

B. Rapport semestriel d'activité du 1^{er} semestre 2010

I. Résultats et situation financière du groupe

Le 1^{er} semestre 2010 a été marqué par les principaux éléments suivants :

- Le maintien de la troisième étoile du Relais Bernard Loiseau au guide Michelin en mars 2010.
- L'obtention par le restaurant Loiseau des Vignes, ouvert à Beaune en juillet 2007, d'une première étoile au guide Michelin en mars 2010.
- Un résultat consolidé positif de 52 K€ au 30 juin 2010, contre un déficit de -290 K€ au 30 juin 2009.
- Un chiffre d'affaires du groupe en augmentation de 16 % au 30 juin 2010 par rapport au 30 juin 2009.
- Une situation financière qui reste saine avec une trésorerie nette de 2,8 millions d'euros.
- Un contrat de partenariat signé par le groupe Bernard Loiseau et une société japonaise, pour des opérations de consulting en restauration au Japon.

Au cours du 1^{er} semestre 2010, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

II. Perspectives pour l'année 2010

L'augmentation de la fréquentation, associée aux moyens rigoureusement mis en œuvre pour limiter les charges d'exploitation, et ajuster au mieux les effectifs au taux d'occupation, la baisse de la tva sur une partie du chiffre d'affaires tout en appliquant les baisses recommandées par la profession, la mise en œuvre de forfaits attractifs pour faire connaître les établissements du groupe, sont autant d'éléments qui ont permis d'améliorer nettement le résultat opérationnel du groupe au 1^{er} semestre 2010. Compte tenu du bon taux de fréquentation de l'été 2010 et des efforts de gestion permanents, le résultat du 2^{ème} semestre 2010 devrait être bénéficiaire.

Par ailleurs, des démarches sont toujours engagées pour rechercher d'autres partenariats valorisant le savoir-faire du groupe Bernard Loiseau.

L'article 222-6 du règlement général de l'AMF précise que l'émetteur doit décrire les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice : les principaux risques sont ceux inhérents à l'activité et sont liés à l'évolution de la fréquentation.

C. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bernard Loiseau SA, relatifs à la période du 1er janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 5.1.1 des notes aux états financiers semestriels consolidés résumés qui présente les nouveaux textes IFRS d'application obligatoire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Annecy-le-Vieux et Dijon, le 27 août 2010

Les Commissaires aux Comptes :

AUDITIS
Philippe Dandon

MAZARS
Alain Chavance